

Circulaire d'information

INFCIRC/775

11 février 2010

Distribution générale

Français

Original : anglais

Communication reçue des missions permanentes du Japon et des États-Unis d'Amérique concernant une « Déclaration commune Japon - États-Unis pour un monde exempt d'armes nucléaires »

Le Secrétariat a reçu des missions permanentes du Japon et des États-Unis d'Amérique une communication à laquelle était joint le texte d'un document intitulé « Déclaration commune Japon - États-Unis pour un monde exempt d'armes nucléaires », publié le 13 novembre 2009 à l'issue d'une réunion entre le Premier ministre japonais, Yukio Hatoyama, et le Président des États-Unis, Barack Obama.

Conformément à la demande formulée dans ladite communication, la déclaration susmentionnée est reproduite ci-après pour l'information de tous les États Membres.

Déclaration commune Japon - États-Unis pour un monde exempt d'armes nucléaires

Novembre 2009

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis d'Amérique se félicitent de l'intérêt et de l'engagement renouvelés de la communauté internationale en faveur de la paix et de la sécurité dans un monde exempt d'armes nucléaires et confirment leur détermination à atteindre cet objectif. Dans ce contexte, ils notent avec satisfaction le récent sommet du Conseil de sécurité de l'ONU sur la non-prolifération et le désarmement nucléaires, les résolutions 1540 et 1887 du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que la résolution intitulée « Volonté renouvelée de parvenir à l'élimination totale des armes nucléaires » du gouvernement japonais coparrainée par le gouvernement des États-Unis et soumise à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Conscients du défi que représente l'élimination totale des armes nucléaires, le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis entendent œuvrer activement pour instaurer les conditions indispensables à la réalisation de cet objectif. Ils sont déterminés à prendre les mesures concrètes ci-après en matière de désarmement et de non-prolifération nucléaires, pour promouvoir la stabilité et la sécurité internationales tout en veillant à ce qu'elles ne diminuent en aucune manière la sécurité nationale du Japon ou des États-Unis et de leurs alliés.

- Désarmement nucléaire

Le gouvernement des États-Unis continue d'œuvrer pour la conclusion rapide d'un nouveau traité START dans le cadre de négociations avec la Fédération de Russie. Le gouvernement japonais se félicite des avancées des négociations et espère qu'un accord sera rapidement conclu. Les deux gouvernements demandent aux États qui détiennent des armes nucléaires de respecter les principes de transparence, de vérifiabilité et d'irréversibilité dans le processus de désarmement nucléaire. Le gouvernement des États-Unis est résolu à réduire le rôle des armes nucléaires dans sa stratégie de sécurité nationale et, avec le gouvernement du Japon, demande instamment aux autres États qui détiennent des armes nucléaires de faire de même.

- Non-prolifération nucléaire / Utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis réaffirment l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et entendent coopérer pour que la Conférence d'examen du TNP de 2010 permette de le renforcer. Ils réaffirment le rôle central de ce traité dans le régime international de non-prolifération et recommandent des objectifs réalistes et réalisables pour consolider chacun des trois piliers du TNP, à savoir la non-prolifération nucléaire, les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire et le désarmement nucléaire. Cela appelle notamment des mesures permettant de renforcer les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de prévenir le recours abusif à la disposition du Traité en matière de retrait et d'élaborer des approches multilatérales concernant le cycle du combustible nucléaire qui peuvent être largement acceptées. Le gouvernement japonais se félicite de l'intention du gouvernement des États-Unis de prendre des mesures en vue de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), et les deux gouvernements entendent coopérer pour permettre l'entrée en vigueur de ce traité. Ils sont convaincus que leur alliance en matière de sécurité sera renforcée par l'entrée en vigueur du TICE et la

redynamisation du régime international de non-prolifération. Ils sont également déterminés à prendre toutes les mesures pour l'ouverture immédiate de négociations en faveur d'un traité interdisant la production de matières fissiles, ainsi que pour sa conclusion rapide. Les deux gouvernements entendent collaborer entre eux et avec d'autres pays pour étudier les moyens de renforcer un nouveau cadre de coopération nucléaire civile, y compris l'assurance de l'approvisionnement en combustible, afin que les pays puissent accéder à l'électronucléaire à des fins pacifiques sans accroître les risques de prolifération. Ils conviennent que la gestion du combustible nucléaire tout au long du cycle pourrait être un élément important du cadre.

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis déclarent qu'il demeure essentiel que la Corée du Nord et l'Iran confirment et respectent leurs obligations internationales respectives. Les lancements de missiles et l'essai nucléaire effectués récemment par la Corée du Nord montrent que sa quête d'armes nucléaires reste une grave menace pour la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est pour l'ensemble de la communauté internationale. Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis réaffirment leur engagement en faveur de la dénucléarisation irréversible et vérifiable de la péninsule coréenne et des objectifs de la déclaration commune de septembre 2005. Ils soulignent que les pourparlers à six restent le cadre le plus efficace pour atteindre ces objectifs et demandent instamment à la Corée du Nord de reprendre immédiatement ces pourparlers sans conditions préalables. Les deux gouvernements conviennent d'appliquer pleinement les résolutions 1718 et 1874 du Conseil de sécurité de l'ONU et demandent instamment à tous les États Membres de l'ONU de faire de même.

Les activités nucléaires de l'Iran, et en particulier la révélation récente de la construction pour ce pays d'une nouvelle installation d'enrichissement près de Qom, ont ravivé l'inquiétude de la communauté internationale concernant la nature de son programme nucléaire. Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis soulignent que l'Iran a la responsabilité de restaurer la confiance internationale à ce sujet. Ils ne permettront pas que le régime mondial de non-prolifération soit mis en danger. Ils réaffirment leur attachement à une solution globale à long terme grâce à un dialogue et à des négociations basés sur les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et expriment leur engagement ferme en faveur d'une approche à deux voies pour parvenir à cet objectif.

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis entendent coopérer pour que l'AIEA continue de disposer des ressources, des pouvoirs et des capacités de vérification nécessaires pour s'acquitter de son mandat essentiel. Ils s'emploieront d'une part à promouvoir les efforts visant à assurer l'adhésion universelle au protocole additionnel, qui de leur point de vue commun, devrait servir de norme internationale pour la vérification, et d'autre part à encourager les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire conformément aux normes les plus strictes en matière de garanties, de sécurité et de sûreté nucléaires. Dans ce contexte, ils saluent l'élection, au poste de Directeur général de l'AIEA, de l'ambassadeur Amano, qui prendra ses fonctions en décembre.

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis s'efforceront non seulement d'étendre la coopération en matière de non-prolifération, de garanties et de sécurité nucléaires, notamment à des domaines tels que les techniques de mesure et de détection de matières nucléaires, l'analyse nucléaire aux fins d'investigation, la mise en valeur des ressources humaines, l'assistance en matière de formation et d'infrastructure aux pays intéressés par l'énergie nucléaire, mais aussi de coordonner leurs programmes d'appui respectifs aux garanties d'États Membres de l'AIEA.

- Sécurité nucléaire

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis s'engagent à coopérer pour assurer le succès du sommet sur la sécurité nucléaire qu'accueillera le gouvernement des États-Unis en 2010, et

à promouvoir les efforts régionaux pour renforcer la sécurité nucléaire. À cet égard, le gouvernement japonais accueillera en janvier 2010, à Tokyo, une conférence sur la sécurité nucléaire pour les pays d'Asie. Le gouvernement des États-Unis salue cet effort, ainsi que l'organisation, par le gouvernement japonais, de la prochaine réunion préparatoire du sommet qui se tiendra en décembre.

Le gouvernement japonais et le gouvernement des États-Unis entendent coopérer en faveur de la pleine application de la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU, de la promotion de l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire, de l'extension et de la prolongation du Partenariat mondial du G8, et du renforcement de l'Initiative de sécurité contre la prolifération (ISP) et d'autres formes de collaboration dans le cadre de l'initiative Megaports. Conscients de la menace constante de terrorisme nucléaire, les deux gouvernements s'engagent de nouveau à faire en sorte que les matières et les installations nucléaires civiles bénéficient des plus hauts niveaux de protection physique. Ils s'engagent également à appuyer les efforts visant à sécuriser toutes les matières nucléaires vulnérables dans le monde dans un délai de quatre ans.